

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Légère amélioration du climat des affaires

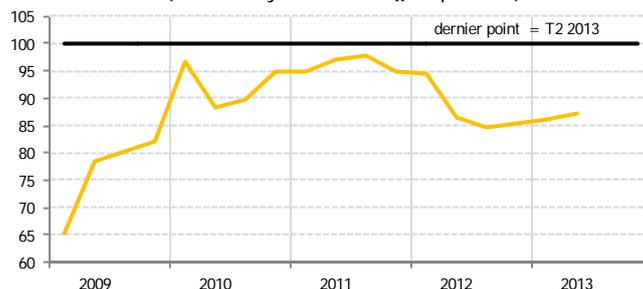
L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse de 1,1 point. Il poursuit sa lente remontée pour le troisième trimestre consécutif. Il s'établit à 87,2 points soit 12,8 points en deçà de sa moyenne de longue période.

L'amélioration de l'activité et le relâchement des tensions sur la trésorerie au deuxième trimestre auront permis une légère progression de l'ICA. Toutefois, les incertitudes et l'absence de visibilité à court et moyen terme pèsent sur les prévisions des chefs d'entreprise. Ils sont pessimistes et anticipent une contraction de l'activité pour le trimestre prochain.

La consommation des ménages semble bénéficier d'un léger sursaut. Par ailleurs, les prévisions d'investissement se dégradent de nouveau, les chefs d'entreprise privilégiant le maintien à niveau de leur outil de production, différant les nouveaux projets.

L'activité retrouve du dynamisme dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire, du tourisme et des services aux entreprises, mais reste mitigée dans le secteur du BTP et dégradée dans les secteurs de l'industrie et du commerce.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

ÉVOLUTIONS INÉGALES DANS LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Les prévisions de la zone Amérique latine et Caraïbe indiquent une accélération progressive de la croissance (+3,4 % prévu pour 2013 et +3,9 % pour 2014). Ces performances tiennent essentiellement à la bonne tenue des économies des pays de l'Amérique latine, soutenues notamment par leur potentiel en richesses naturelles.

En **République Dominicaine**, l'économie enregistre une croissance de 2,8 % au deuxième trimestre après le ralentissement enregistré au premier trimestre (+0,3 %). La majorité des secteurs bénéficie de cette croissance à l'exception de la construction, du commerce et de l'industrie manufacturière. Cette performance est encouragée par les différentes mesures fiscales adoptées et à l'assouplissement de la politique monétaire.

En **Haïti**, le rythme de la croissance de l'activité économique est inférieur aux prévisions (+3,4% au lieu de 6,9% en 2012/2013). La croissance est portée par les secteurs du BTP et de l'industrie, en lien avec l'exécution de plusieurs grands projets d'investissement (reconstruction d'édifices publics). Les perspectives à court terme dépendent de la capacité du gouvernement à accélérer les dépenses d'investissement et de la performance du secteur agricole.

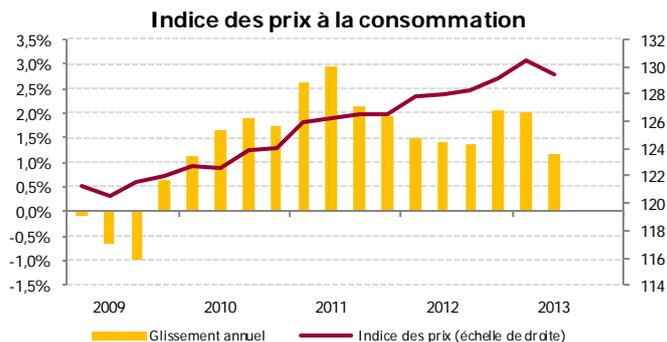
A la **Barbade**, l'économie est en difficulté. Les performances du secteur du tourisme sont inférieures aux prévisions, la production industrielle stagne et l'activité du secteur agricole reste dégradée. Selon la Banque centrale de la Barbade, pour renouer avec la croissance, l'économie barbadienne doit attirer les capitaux et éviter les fuites de capitaux vers l'étranger. Pour y parvenir, elle suggère que le gouvernement réduise les dépenses publiques en s'appuyant sur les secteurs clefs de l'économie : le tourisme, les énergies alternatives, ...

Sources : Banque de centrale de la République dominicaine, DGTPE, Banque centrale de la Barbade

Baisse des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une baisse au deuxième trimestre (-0,7 % après +1,0 % au trimestre précédent). Cette diminution des prix tient essentiellement à la contraction des prix de l'énergie (-3,7 %) et des services (-1,1 %). En revanche, les prix de l'alimentation sont orientés à la hausse (+0,6 %).

Sur un an, l'augmentation de l'IPC reste contenue (+1,1 %). Seule la hausse des prix de l'alimentation (+4,2 %) est soutenue. Les autres postes, également en augmentation, contribuent dans une moindre mesure à l'inflation sur la période.

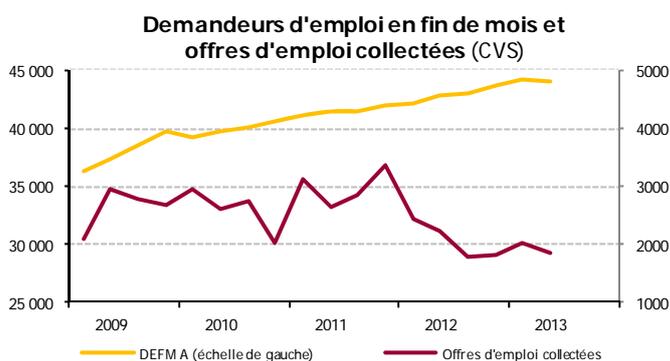


Source : INSEE

Recul du chômage

A fin juin 2013, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) connaît une légère diminution sur le trimestre (-0,2 %, CVS). Il s'élève à 44 091 (CVS). Dans le même temps, le nombre d'offres d'emploi enregistrées est orienté à la baisse (-8,7 %, CVS). Le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est pour sa part en augmentation (+0,9 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi demeure néanmoins orienté à la hausse (+2,8 %, CVS) et le nombre d'allocataires de Pôle emploi est stable (+0,1 %, CVS). Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont, quant à elles, en baisse (-17,6 %, CVS).



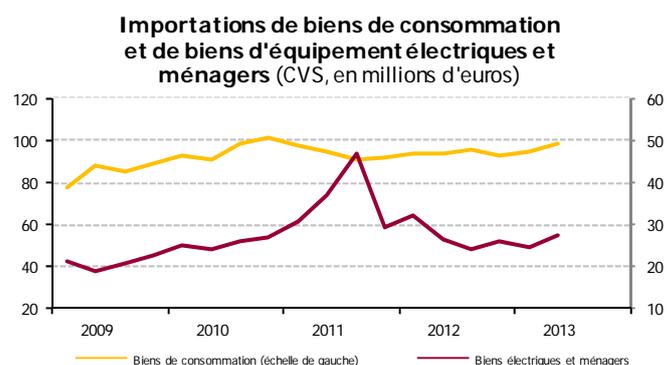
Sources : SMTPE, Pôle emploi, Dares

Léger rebond de la consommation des ménages

La consommation des ménages connaît un léger regain au cours du trimestre. Les immatriculations de véhicules de tourisme retrouvent un peu de dynamisme (+8,9 % après -2,2 %, CVS). Les importations de biens de consommations et de biens d'équipement électriques et ménagers sont également en progression sur le trimestre, respectivement de +4,3 % et +10,2 % (CVS).

Pour autant, les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête font part d'une activité dégradée. Le chiffre d'affaires des hypermarchés est pour sa part stable (-0,2 % sur deux mois, CVS)¹.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent à l'exception des retraits de cartes bancaires (+1,5 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques et de personnes physiques en interdiction bancaire sont en repli tant sur le trimestre (-1,1 % et -0,7 %) que sur l'année (-2,6 % et -1,2 %).



Source : Douanes

¹ Comparaison de la période février et mars par rapport à avril et mai. Les données du mois de juin n'étant encore connues à la date de la rédaction de cette note.

Recul des intentions d'investissement des entreprises

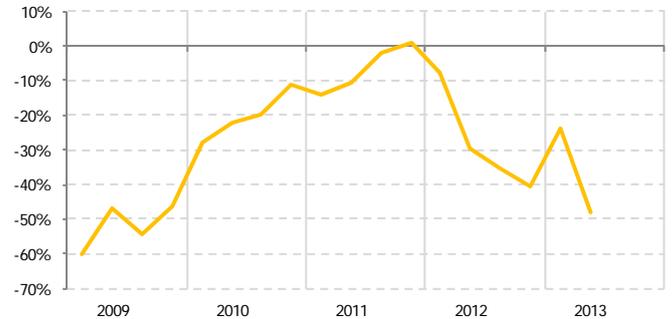
Les intentions d'investissement à un an sont globalement dégradées, en dépit du léger redressement intervenu au trimestre précédent. Elles atteignent leur plus bas niveau depuis le troisième trimestre 2009. Les chefs d'entreprise font état d'un manque récurrent de visibilité à moyen terme. Seul, le secteur agroalimentaire bénéficie de prévisions favorablement orientées.

La situation des entreprises reste difficile en raison de l'allongement des délais de paiement et de la hausse des charges d'exploitation qui pèsent sur la trésorerie. Leurs indicateurs de vulnérabilité restent dégradés : le nombre d'incidents de paiement sur effet de commerce augmente ainsi sensiblement (+42,9 %).

Pour autant, les contraintes liées à la production conduisent les chefs d'entreprise à renouveler leur matériel et préserver l'outil de production. Aussi, les importations de biens d'équipement augmentent (+2,9 % CVS), et les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent une hausse sur le trimestre (+8,0 % CVS).

Parallèlement, les encours de crédits d'investissement des entreprises sont de nouveau en recul (-1,8 %) sur le trimestre.

Prévisions d'investissement



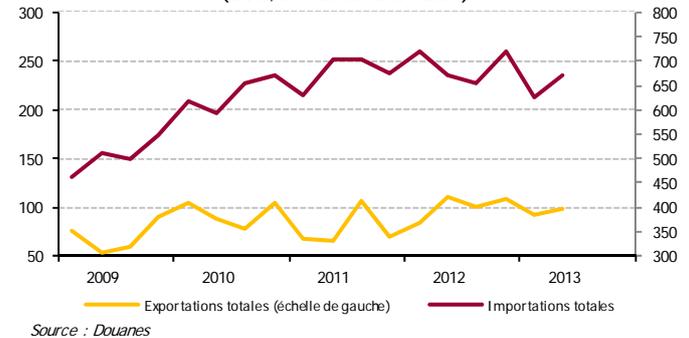
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Progression des échanges extérieurs

Les importations progressent sur le trimestre (+7,8 %, CVS), en lien avec la hausse des importations d'hydrocarbures. Le « grand arrêt » de la raffinerie au premier trimestre avait conduit à la réduction des importations de pétrole brut. Hors produits pétroliers, les importations restent bien orientées (+1,3 %, CVS) sous l'effet, principalement, de l'augmentation des importations de produits industriels (+8,3 %).

Les exportations sont également en progression (+5,9 % sur le trimestre, CVS), du fait de la croissance des exportations de produits pétroliers (+32,9 %) et grâce à la bonne tenue de celles de produits agricoles (+32,3 %) et de produits de l'industrie agroalimentaire (+46,5 %). Hors produits pétroliers, les exportations sont cependant en baisse sur le trimestre (-4,3 %, CVS).

Commerce extérieur (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

UNE REPRISE DE L'ACTIVITÉ DANS CERTAINS SECTEURS

Si l'activité retrouve un certain dynamisme au deuxième trimestre, les résultats de l'enquête de conjoncture indiquent que les principaux soldes de gestion restent dégradés. Les trésoreries tendent à s'assainir mais l'allongement des délais de paiement et la hausse des charges d'exploitation restent pesants. Toutefois, les secteurs des services aux entreprises, du tourisme et de l'industrie agroalimentaire bénéficient d'une orientation favorable de leur activité.

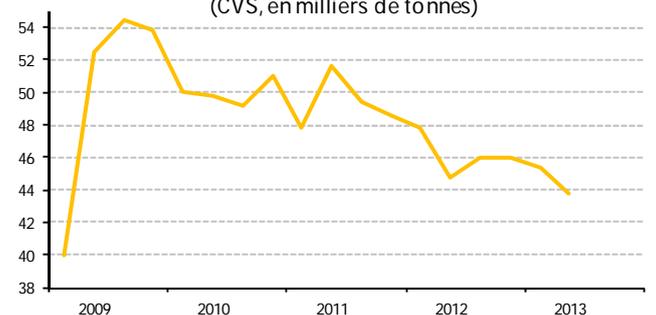
Les exportations de produits agricoles du **secteur primaire** progressent sur le trimestre (+4,2 %, CVS). En revanche, les résultats des filières d'élevage sont en retrait. Globalement, les abattages se contractent de 1,8 % sur le trimestre : les abattages porcins ressortent en net repli (-6,0 %, CVS), alors que les abattages bovins se maintiennent (+0,1 %, CVS).

L'activité du secteur **agro-alimentaire** s'améliore. En dépit de tensions de trésorerie, les chefs d'entreprises procèdent à des recrutements et prévoient d'investir. Les exportations de produits agroalimentaires sont également en hausse (+22,7 %, CVS).

L'activité des entreprises du **secteur industriel** continue de se dégrader à l'image de l'ensemble des indicateurs ressortant de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM.

La situation des entreprises du **BTP** reste difficile. Les ventes de ciment sont de nouveau en repli (-3,6 % sur le trimestre, CVS). De même, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel sont en baisse sur le trimestre (-20,7 %, CVS). Les chefs d'entreprise demeurent inquiets face à la dégradation des charges d'exploitation. Néanmoins, les délais de paiement se raccourcissent et permettent d'améliorer les trésoreries.

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antilles

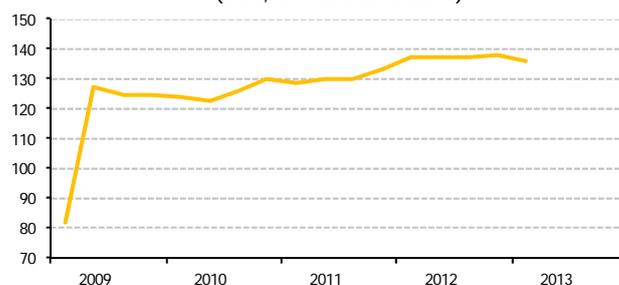
L'activité du secteur du **commerce** reste dégradée en dépit du léger sursaut de la consommation des ménages. Les encours de crédit à la consommation se contractent sur le trimestre (-1,3 %) et le chiffre d'affaires des hypermarchés est stable (-0,2 % sur 2 mois, CVS).

L'activité dans le secteur du **tourisme** poursuit son amélioration. Le trafic de passagers à l'aéroport s'inscrit en hausse (+2,2 %, CVS) et les chefs d'entreprise du secteur font part d'une activité favorablement orientée. Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation des hôtels relevé en mai 2013 est supérieur à celui enregistré l'année précédente (57,0 % contre 49,4 %). De même, en cumul à fin mai, le nombre de nuitées est en hausse de 5,2 % sur un an.

En revanche, le nombre de croisiéristes s'inscrit en retrait sur le trimestre (-75,6 %, CVS). Toutefois, les prévisions pour la prochaine haute saison sont favorables : cinq navires auront la Martinique pour tête de ligne et le nombre de croisiéristes devrait augmenter de près de 50 % pour atteindre 160 000.

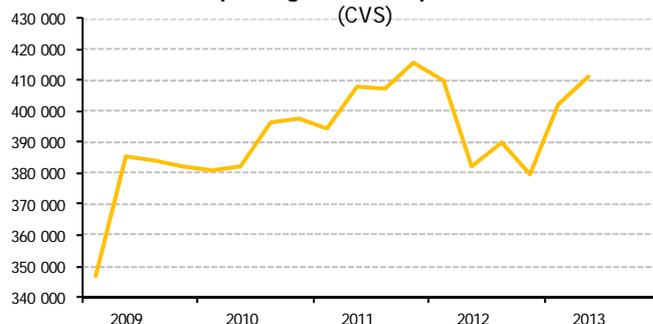
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une amélioration de l'activité en lien avec l'orientation favorable du carnet de commandes. Le secteur bénéficie d'une meilleure situation financière et continue de recruter.

Chiffre d'affaires des hypermarchés
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire
(CVS)



Source : CCIM

STABILISATION ENCORE FRAGILE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. La croissance semble marquer le pas dans les pays émergents, mais montre des signes de renforcement dans les économies avancées. Ainsi, la croissance de l'économie américaine accélère et l'Europe sort de la plus longue période de récession de son histoire. Cependant, l'économie mondiale reste exposée à des risques de dégradation liés à un ralentissement prolongé de la croissance dans les pays émergents. L'inflation est repartie à la hausse en juin dans un certain nombre d'économies avancées et émergentes, mais reste globalement contenue.

La croissance américaine accélère au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent tout en restant modérée (+0,4 % après +0,3 %). La situation du marché du travail s'est globalement améliorée mais le taux de chômage demeure relativement élevé (7,6 % en juin). L'inflation s'élève à 1,8 % en juin en deçà de l'objectif de long terme de 2 %, fixé par la Réserve fédérale. L'économie japonaise continue de croître à un rythme soutenu tirée par la demande intérieure et les échanges avec l'extérieur. Les prix à la consommation ont suivi une tendance haussière depuis le début de l'année aboutissant à une augmentation de 0,2 % en glissement annuel au mois de juin.

Après six trimestres consécutifs de contraction de son PIB, la zone euro renoue avec la croissance atteignant +0,3 % au deuxième trimestre (après -0,3 %). Ce sursaut est à imputer, en grande partie, à l'accélération de la croissance allemande et au rebond de l'économie française. Le Portugal est également sorti de la récession (+1,1 %) tandis que d'autres pays comme l'Espagne et Chypre voient leur économie continuer de se replier (respectivement de -0,1 % et -1,4 %). La situation du marché du travail de la zone euro reste nettement dégradée, avec un taux de chômage qui atteint 12,1 % en juin.

Le PIB de la France repart à la hausse au deuxième trimestre (+0,5 %) après deux replis successifs (-0,2 %) aux trimestres précédents. Ce rebond est à mettre en relation avec l'augmentation de la demande intérieure, principalement des dépenses de consommation des ménages (+0,4 % après -0,1 %) tandis que l'investissement recule plus modérément (-0,5 % après -1,0 %). Les échanges rebondissent également, les exportations et les importations progressant respectivement de +2,0 % et +1,9 %.

En Chine la croissance décélère passant de 7,7 % au premier trimestre à 7,5 % au deuxième trimestre. L'environnement économique mondial impacte négativement ses exportations qui sont avec ses investissements massifs à l'origine du dynamisme de sa croissance. Globalement, le FMI envisage une croissance plus modérée dans les pays émergents et les pays en développement qui atteindrait 5 % en 2013 puis 5,5 % en 2014.

Sources : FMI, BCE, INSEE, FED, Eurostat